



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Nouvelle - Aquitaine**

Arrêté préfectoral n° 2606/2026/04

**Fixant des prescriptions complémentaires
à la société SOBEGAL pour son site de Lacq**

**Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

- VU** le Code de l'Environnement, son titre 1er du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment ses articles L. 512-1, L. 515-39, R. 515-98 et R. 515-100 et son titre VIII du livre 1er relatif aux procédures administratives, notamment ses articles L. 181-13, L. 181-14, L. 181-25, D. 181-15-2 ;
- VU** le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de M. Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, sous-préfet de Pau ;
- VU** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie GIRIER préfet des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 juillet 2006 autorisant la société SOBEGAL à procéder au réaménagement de ses installations au sein du lotissement Induslacq sur le territoire de la commune de Lacq-Audéjos ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2606/2018/98, en date du 18 décembre 2018, fixant des prescriptions complémentaires à la société SOBEGAL pour ses installations au sein du lotissement Induslacq sur le territoire de la commune de Lacq-Audéjos ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 64-2025-06-26-00002 du 26 juin 2025 donnant délégation de signature à M. Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** le courrier préfectoral du 27 juillet 2016 informant l'exploitant de la modification de la nomenclature des installations classées et de la mise à jour des rubriques de son tableau de classement ;
- VU** le courrier, en date du 24 mars 2021, de la Direction Générale de la Prévention des Risques ;
- VU** la notice de réexamen de l'étude de dangers, en date du 17 octobre 2023 ;

- VU** l'analyse des risques liés à l'accueil de citernes GPL équipés de soupapes sur les centres et dépôts de GPL de France Gaz Liquides, de mai 2024 ;
- VU** le courrier de donner acte, en date du 19 septembre 2025, fixant la date du prochain réexamen de l'étude de dangers au 25 mars 2029 ;
- VU** le dossier de porter à connaissance de l'exploitant, en date du 25 août 2025, transmis le 10 septembre 2025, pour la réception de camions-citernes équipés de soupape ;
- VU** le courrier daté du 30 septembre 2025 de l'exploitant notifiant au préfet l'arrêt de l'activité déchargement / stationnement wagon citernes sur le dépôt de Lacq ;
- VU** les mails de l'inspection des installations classées, en date du 18 décembre 2025 et du 24 décembre 2025, demandant quelques précisions sur le dossier de porter à connaissance transmis, le 10 septembre 2025 ;
- VU** les mises à jour du dossier de porter à connaissance, en date du 18 décembre 2025 et du 13 janvier 2026 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 3 février 2026 proposant des prescriptions complémentaires ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 27 janvier 2026 à la connaissance du demandeur suite au dépôt de son dossier de porter à connaissance ;
- VU** les observations présentées par le demandeur sur ce projet en date du 2 février 2026 ;

CONSIDÉRANT qu'au regard du porter à connaissance du 10 septembre 2025 susvisé, il est nécessaire de préciser des prescriptions complémentaires afin d'encadrer la réception de camions-citernes équipés de soupapes sur site ;

CONSIDÉRANT que l'article R. 181-45 du Code de l'environnement permet d'édicter des prescriptions complémentaires en vue de protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'au regard du dossier de « porter à connaissance » du 10 septembre 2025 susvisé, il est nécessaire de préciser des prescriptions complémentaires pour limiter la plage haute des pressions de tarage et du produit « pression x capacité de la citerne » ainsi que les mesures de maîtrise des risques pour limiter les effets en cas d'ouverture sur sollicitation de la soupape ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'encadrer certaines dispositions ayant été retenues par l'exploitant pour retenir un traitement spécifique (par l'exclusion notamment) de certains phénomènes dangereux dans son étude de dangers ;

CONSIDÉRANT que ces dispositions sont nécessaires pour rester dans l'épure des études de dangers spécifiques et génériques réalisées ainsi que pour confirmer l'acceptabilité du risque tel que reprise par la Direction Générale de la Prévention des Risques dans son courrier de mars 2021 susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement le Préfet peut ne pas solliciter l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques sur les prescriptions complémentaires proposées ;

CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté a été communiqué au pétitionnaire conformément à la loi ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

ARRÊTE

Article premier : Objet

La société SOBEGAL est autorisée, sous réserve des prescriptions du présent arrêté, à continuer l'exploitation sur la commune de Lacq-Audéjos des installations détaillées à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Tableau de classement

Rubrique	Libellé de la rubrique	Quantité maximale autorisée	Régime ⁽¹⁾
1414-2a	Gaz inflammables liquéfiés (installations de remplissage ou de distribution de) : 2. Installations desservant un stockage de gaz inflammable (stockage souterrain compris) : a) Installations de chargement ou déchargement desservant un dépôt de gaz inflammables soumis à autorisation	4 postes de chargement camion-citerne 2 postes de déchargement camion-citerne	A
4718-2a	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant : 2. Pour les autres installations : a. Supérieure ou égale à 50 t Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 (à l'exclusion des stations de compression connexes aux canalisations de transport) : 200 t	La quantité maximale autorisée est précisée en annexe 1 du présent arrêté.	A SH

(1) A (autorisation), SH (Seuil Haut), SB (Seuil Bas), E (Enregistrement), D (Déclaration), C (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du Code de l'environnement).

L'établissement est classé SEVESO seuil haut (SH) par dépassement direct des seuils associés à la rubrique 4718.

Le stationnement et le chargement/déchargement de wagons citernes sont interdits sur le site.

Article 3 : Véhicules citernes de transport de matières dangereuses équipés de soupapes – zone d’attente et de stationnement

3.1 – Dispositions existantes

Les dispositions de l’article 3.6 de l’arrêté préfectoral d’autorisation de numéro 06/1C/282 du 28 juillet 2006 sont complétées par les dispositions suivantes.

3.2 – Caractéristiques des citernes mobiles autorisées sur site

Les citernes mobiles munies de soupapes de sécurité, pour des opérations de chargement / de déchargement de GPL, peuvent être admises sur site (y compris d’une capacité supérieure à 57 m³) dès lors que les conditions suivantes sont respectées :

- Elles sont équipées de soupape dont la pression de tarage n’excède pas 23,5 bar relatif ;
- Le produit de la pression de tarage de la soupape (en bar relatifs) par le volume de la citerne (en m³) reste inférieur ou égal à 1 425 bar m³.

L’exploitant tient à la disposition de l’inspection, un registre consignait l’ensemble des citernes mobiles admises sur site pour des opérations de mouvement de GPL et est en mesure de justifier que les critères supra sont respectés.

Les citernes mobiles dépourvues de soupapes d’une capacité supérieure à 57 m³ ne sont pas autorisées à être admises sur site.

Les camions-citernes transportant du GPL avec une propulsion au GNL (gaz naturel liquéfié) ou GNC (gaz naturel comprimé) sont autorisés à rentrer sur le site.

3.3 – Procédures et formation du personnel

Les modalités de contrôle et de stationnement des véhicules entrant sur site et transportant des matières dangereuses sont développées dans des procédures ou consignes spécifiques régulièrement mises à jour et tenues à la disposition de l’Inspection de l’environnement. Ces procédures reprennent, entre autres, les dispositions du présent article, elles sont tracées dans le système de gestion de la sécurité. Les enregistrements justifiant l’application de ces procédures sont également tenues à la disposition de l’Inspection de l’environnement.

Le personnel du site est formé pour l’accueil des citernes mobiles munies d’une soupape ainsi que pour les citernes mobiles d’un volume supérieur à 57 m³. Cette formation précise les consignes prévues en la matière du présent arrêté ainsi que les moyens de prévention et de protection à mettre en œuvre en cas d’incident ou d’accident impliquant ces citernes mobiles.

3.4 – Opération de chargement des camions-citernes (petits porteurs) en libre service sous la surveillance directe ou indirecte de l’exploitant

A minima dès l’entrée sur site des camions-citernes, ceux-ci font l’objet d’un contrôle spécifique rigoureux par les chauffeurs.

Des contrôles périodiques définies dans des procédures et consignes comprennent notamment :

- La vérification que les auto-contrôles spécifiques des camions-citernes ont été effectués par les chauffeurs en amont de l’entrée sur site ;
- La concordance de la signalisation et du placardage avec le produit attendu sur le bordereau de livraison ;
- Un contrôle visuel afin de s’assurer de l’absence d’anomalie (fuite, corrosion, échauffement des témoins de roues...).

Pour les opérations de chargement sur site :

- La vérification des panneaux avec indication « SV » sur les côtés et arrière du véhicule pour les nouvelles citernes selon l'ADR 2023 ;
- La vérification de l'indication du code P25BN sur le certificat d'agrément ou la plaque des citernes dont le volume est supérieur à 57 m³ et munies de soupapes.

Les vérifications suivantes sont automatisées :

- Le niveau de remplissage (bon de pesée) ;
- La vérification de la conformité des citernes vis-à-vis des échéances réglementaires et de l'utilisation de la citerne dans la gamme pour laquelle elle a été conçue ;
- La vérification des échéances liées à la soupape pour les citernes qui en sont munies.

Si le contrôle met en évidence une non-conformité ou qu'une anomalie apparaît au niveau de la citerne mobile lors de l'opération de chargement, l'exploitant mettra en sécurité le véhicule et déclenchera une procédure adaptée.

La présence physique sur site de l'exploitant ou du personnel de l'exploitant est obligatoire sur toute la durée des phases de chargement et de déchargement des camions.

Aucune opération de chargement ne peut avoir lieu sans la présence de personnel SOBEGAL sur site et les chauffeurs de camions ne peuvent pas accéder au site en l'absence de ce même personnel.

Aucune opération de déchargement de petits porteurs n'est réalisée sur site.

3.5 – Opérations de déchargement des camions-citernes (gros porteurs)

Des contrôles systématiques sont réalisés par l'exploitant dès l'entrée des citernes sur site et sont définis dans des procédures et consignes qui comprennent notamment :

- La concordance de la signalisation et du placardage avec le produit attendu sur le bordereau de livraison ;
- Un contrôle visuel afin de s'assurer de l'absence d'anomalie (fuite, corrosion, échauffement des témoins de roues...).

Les contrôles « administratifs » pour les opérations de déchargement sur site comprennent :

- La vérification des panneaux avec indication « SV » sur les côtés et arrière du véhicule pour les nouvelles citernes selon l'ADR 2023 ;
- La vérification de l'indication du code P25BN sur le certificat d'agrément ou la plaque des citernes dont le volume est supérieur à 57 m³ et munies de soupapes.

Les contrôles « administratifs » peuvent ne pas être réalisés de manière systématiques dès lors que ceux-ci sont décrits dans une procédure.

Les vérifications suivantes sont automatisées :

- Le niveau de remplissage (bon de pesée) ;
- La vérification de la conformité des citernes vis-à-vis des échéances réglementaires et de l'utilisation de la citerne dans la gamme pour laquelle elle a été conçue ;
- La vérification de la conformité des citernes vis-à-vis des échéances d'épreuve et l'utilisation de la citerne dans la gamme pour laquelle elle a été conçue ;
- La vérification des échéances liées à la soupape pour les citernes qui en sont munies.

Des contrôles périodiques sont réalisés pour s'assurer que les vérifications automatiques supra sont cohérentes. Ils sont décrits dans une procédure.

Si le contrôle met en évidence une non-conformité ou qu'une anomalie apparaît au niveau de la citerne lors de l'opération de déchargement, l'exploitant met en sécurité le véhicule et déclenche une procédure adaptée.

Les opérations de chargement des gros porteurs sont réalisées par le personnel SOBEGAL.

Aucune opération de chargement de gros porteurs n'est réalisée sur site.

3.6 – Zone d'attente, de chargement/déchargement et de stationnement des camions-citernes

Les zones d'attente et de stationnement des véhicules transportant des gaz inflammables sont clairement définies sur le plan du site.

Les zones de chargement et déchargement sont correctement équipées en détection de gaz et de flammes entraînant en cas de déclenchement la mise en sécurité de l'établissement avec report d'alarme vers l'exploitant.

Les citernes peuvent être atteintes par un dispositif fixe d'extinction.

La distance entre les véhicules et les stockages, les postes de chargement et de déchargement et les canalisations est suffisante pour éviter qu'ils subissent une agression thermique directe.

L'accès à la zone est interdit à des véhicules non autorisés au transport de matières dangereuses.

3.7 – Mesures de maîtrise des risques

En complément des dispositions de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2018 susvisé, l'exploitant intègre au suivi des mesures de maîtrise des risques (MMR) de son établissement, les MMR listées en annexe 2 du présent arrêté.

Cette annexe comportant des informations sensibles, n'est pas mise à la disposition du public, mais peut être consultée dans les locaux de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, après présentation d'une pièce d'identité, dans des conditions contrôlées, par des personnes en justifiant un intérêt (notamment les riverains ou leurs représentants tels qu'associations de protection de la nature et de l'environnement, un bureau d'étude concerné par un projet industriel proche, les membres des instances locales, un tiers expert mandaté par une association de riverains, les commissaires enquêteurs, les professionnels du droit, les membres des instances représentatives du personnel).

Article 4 : Délai et voie de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau :

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté,

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

Article 5 : Publicité

En vue de l'information des tiers, conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie d'Audéjos et peut y être consultée par les personnes intéressées,
- 2° un extrait du présent arrêté, sans ses annexes, est affiché à la mairie d'Audéjos pendant une durée minimum d'un mois, le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire d'Audéjos,
- 3° l'arrêté, sans ses annexes, est publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Pyrénées-Atlantiques pendant une durée minimale d'un mois.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Les annexes du présent arrêté contiennent des informations sensibles et ne font l'objet d'aucune publication. Les annexes sont communicables uniquement sur demande écrite.

Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, le maire d'Audéjos, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SOBEGAL.

Pau, le **12 FEV. 2026**

LE PRÉFET

Pour le Préfet et par délégation
La secrétaire générale adjointe


Joëlle GRAS